

Unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708 Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PSI (PYRENEES SERVICE INDUSTRIE)

570 rue Peyrehitte - B.P. n 9
65300 LANNEMEZAN

Référence : 2022-0622-Dp
Code AIOT : 0006802706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2022 dans l'établissement PSI (PYRENEES SERVICE INDUSTRIE) implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 LANNEMEZAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée suite à l'incendie survenu au sein de l'alvéole 2 de l'ISDND dans la nuit du 28 au 29 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSI (PYRENEES SERVICE INDUSTRIE)
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 LANNEMEZAN
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

L'ENVIROPOLE PSI, spécialisé dans la gestion et le traitement des déchets, comprend plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement et notamment une installation de stockage de déchets non dangereux. Le jour de la visite, seule cette installation a été contrôlée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69	/	Sans objet
2	Maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 7.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé puis éteint dans des délais acceptables et les moyens de détection ont fonctionné.

Les mesures de prévention mises en place par l'exploitant - en 2022 notamment - démontrent une amélioration de la prévention du risque incendie et l'efficacité de la réponse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis une déclaration d'incident le 30 août 2022 néanmoins l'exploitant transmettra à l'Inspection une version consolidée selon le formalisme en vigueur (fiche BARPI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2016, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.
Constats : Pour mémoire, l'incendie s'est déclaré brutalement dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 août - vers 1h du matin le 29 - au centre de l'alvéole 2 de l'ISDND de l'ENVIROPOLE (pas d'activité le week-end). Le sinistre s'est produit sur une zone de surface 1000 m ² , de profondeur 50 cm et a concerné environ 300 t de déchets. Les deux caméras thermiques, fonctionnant de 12h à 13h30 puis de 17h30 à 8h, ont permis de détecter le feu et de déclencher l'alerte. Les services de secours sont arrivés vers 2h sur site et ont utilisé 75 m ³ d'eau de la réserve incendie pour éteindre le feu. De la terre a également été disposée sur le massif de déchets. L'alvéole étant drainée, les eaux d'extinction ont suivi la voie que suivent habituellement les lixiviats collectés et traités sur site. Les déchets brûlés ont été déplacés, isolés entre les alvéoles 2 et 3 et arrosés régulièrement. Le jour de l'inspection, ils étaient toujours isolés et le temps était pluvieux. Aucun impact sur la géomembrane n'a été constaté. Aucune analyse des fumées n'a été réalisée. Suite à l'incendie du 26/10/2021, l'exploitant avait prévu de nouvelles actions correctives et qui sont aujourd'hui effectives, notamment le tri supplémentaire à la pelle de certains lots avant déchargement dans le massif de déchets, l'instauration de rondes en fin d'après-midi avant la prise de relai de la surveillance par les caméras thermiques ou encore la mise en place d'une citerne sur berce de 10 m ³ au sein de l'installation. L'inspection a constaté la présence de la citerne néanmoins son positionnement devra être réexaminé afin de la rendre accessible et utilisable en toutes circonstances. Par ailleurs, la tableur SSE présenté par l'exploitant indique une fuite en cours au niveau de cette citerne. L'exploitant devra donc corriger ce défaut. Enfin, l'exploitant a indiqué que le plan d'opération interne (POI) était en cours d'élaboration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet